

## LA CRISE IVOIRIENNE

En partie d'après : Anne Volvey, Yveline Déverin, Myriam Houssay-Holzschuch, Estienne Rodarry, Isabelle Surun, Karine Bennafla  
**L'Afrique**, coll. Clefs-concours, Atlande, 2005, 288 p  
**Les cartes en sont extraites**

Ce qu'il est convenu d'appeler la "crise ivoirienne" est une rébellion armée. qui a éclaté le jeudi 19 septembre 2002, lorsqu'à 6 heures du matin "on" prit les armes dans les garnisons de Bouaké, Korhogo et Abidjan. Ce qui fut d'abord présenté comme une "mutinerie spontanée" de soldats (*zinzin* et *bahéfouè*, unités recrutées par le général Gueï, putschiste installé au pouvoir entre décembre 1999 et novembre 2000) refusant la démobilisation prochaine, s'est révélé très vite être une tentative de coup d'Etat. Cet affrontement se figera dans une opposition territoriale et ethnique manifestée par la division du pays en deux zones, une "zone rebelle" septentrionale et une "zone gouvernementale" méridionale.

Quatre points font de la crise ivoirienne une crise politico-militaire exceptionnelle :

- la crise a éclaté dans un pays qui était considéré/présenté comme un "modèle" de développement économique et de stabilité politique (malgré les prémises du coup d'État de 1999)
- les organisateurs du "coup" sont restés dans l'ombre et se devinent petit à petit sans qu'il soit possible de distinguer ceux qui s'y rallient de ceux qui l'ont organisé, ni la part exacte du rôle de certains hommes politiques des pays voisins ;
- cette crise dure depuis plus de 3 ans, laissant le pays dans un état de "ni paix ni guerre" et ne laissant guère entrevoir d'issue, malgré de nombreuses médiations diplomatiques et l'intervention des forces d'interposition des pays africains et de la France présente sur le terrain des opérations par la vertu d'un accord de défense signé à l'indépendance;
- elle concerne un territoire qui était la voie de passage obligée de pays enclavés (Niger, Burkina Faso, Mali) et a, par conséquent, des répercussions importantes dans l'ensemble de la "sous-région".

En tant que cas d'étude, elle offre aussi la possibilité de souligner à quel point, en matière de crise africaine, il faut se garder des apparences évidentes : la crise ne peut être réduite ni à un conflit interethnique ni à un conflit religieux, sa soudaineté et son caractère proprement national sont tout relatifs, son enlisement arrange bien des parties nationales et internationales. Enfin, l'idée d' "ivoirité" autour de laquelle elle s'est cristallisée est une invention récente et l'exemple d'une instrumentalisation de l'ethnisme à des fins politiques.

### Les limites du modèle de développement ivoirien et l'instrumentalisation politique de l'idée d'ivoirité

#### Nord/ sud ?

La crise ivoirienne n'est pas réductible à une opposition entre un nord musulman "rebelle" et un sud chrétien "loyaliste". Au recensement de 1998, sur les 15,4 millions d'habitants, 39% se déclarent musulmans, 30% chrétiens, 12% animistes. Seuls 29% des musulmans de Côte d'Ivoire résident dans le nord, et Abidjan, capitale économique et "capitale de la zone gouvernementale", abritait 20% des musulmans du pays. Mieux le secrétaire général de la rébellion, Guillaume Soro est chrétien et même ancien séminariste, alors que le président de l'Assemblée Nationale, Mamadou Koulibaly, chef de l'aile dure du soutien au président Laurent Gbagbo, est musulman.

## **Ethnique ?**

---

La crise n'est pas non plus réductible à un conflit interethnique. La Côte d'Ivoire compte une soixantaine d'ethnies réparties en trois grandes familles : au sud, le groupe des lagunaires et Akan (au nombre desquels, au centre-est, les Baoulé, ethnie de l'ancien président Houphouët-Boigny); au nord et au nord-est, le groupe gur ou voltaïque (parmi lesquels les Sénoufo); au nord-ouest le groupe Mandingue (parmi lesquels les Dioula) (carte je pense que ce sera bien plus simple avec la carte). Il n'y a pas forcément rivalité entre ces groupes et dans bien des zones de contacts, ils sont très mélangés y compris au sein des familles. Ils se croisent en particulier dans la région de Bouaké, la capitale de la rébellion, mais il ne faut pas y voir un rapport de cause à effet (voir *infra*).

Il faut ajouter à cette composition ethnique interne les populations originaires du Mali et du Burkina Faso, qui constituent une part non négligeable de la population totale ivoirienne, comprise, suivant les estimations, entre 25 et 28%. Ces populations immigrées sont en partie co-ethniques des populations du nord ivoirien (appartenance au même groupes gur ou voltaïque et mandingue). Attention, il ne faut pas oublier que les « étrangers » ne sont pas naturalisés (**droit du sang** et non droit du sol) et il faut donc lire le taux d'étranger avec l'idée de ce que ce serait en France si depuis un siècle, les immigrés (polonais, italiens, espagnols, portugais, tunisiens, algériens, marocains, turcs, etc, n'avaient jamais obtenu la nationalité française).

Cependant, la combinaison du libéralisme économique et de l'absence de libéralisme politique (régime du parti unique) qui caractérisait le "modèle" de développement imposé à la Côte d'Ivoire par Houphouët-Boigny (président entre 1960 et 1993, date de sa mort), contribue à l'interaction détonante de la crise économique et de la libéralisation politique autour de la question de l'ivoirité.

## **Ivoirité !**

---

L'invention de l'idée d' "**ivoirité**" au début des années quatre-vingt-dix crée, en effet, les conditions d'une crispation entre les groupes ethniques et nationaux rassemblés à l'intérieur des limites du territoire ivoirien. Cette crispation est favorisée par les enjeux géostratégiques d'échelle internationale et sous-régionale qui traversent ce poids lourd de l'ouest africain.

L'idéologie de l' "ivoirité" prône la discrimination des différentes catégories de citoyens ivoiriens entre elles. Dans un État où la transmission de la nationalité est fondée sur le droit du sang (par opposition au droit du sol), cette idéologie fonde l'ivoirité sur la notion de "pureté identitaire" qui oppose "les ivoiriens de souche" à ceux qui, n'étant pas nés "de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine", ne sont que citoyens de seconde zone. L'idée d'ivoirité a été développée et utilisée, dans le contexte de l'instauration du multipartisme, pour écarter par deux fois de la candidature à la présidence de la République (en 1994 et 2000) l'ancien directeur général adjoint du FMI, ancien premier ministre d'Houphouët-Boigny et président du RDR (Rassemblement des Démocrates Républicains), **Alassane Dramane Ouattara (ADO)**, un homme du nord de la Côte d'Ivoire.

Progressivement, les patronymes du nord, que la Côte d'Ivoire partage avec les pays voisins pour cause de co-ethnicité, sont considérés comme "étrangers" et ceux qui les portent, rencontrent des difficultés à faire reconnaître leur nationalité ivoirienne. La traduction politique de cette idéologie s'est finalement élaborée en une équation simpliste qui s'impose aux ivoiriens comme une évidence et qui constitue le fondement du programme du parti de Laurent Gbagbo, le FPI (Front Populaire Ivoirien, paradoxalement membre de l'Internationale Socialiste), depuis le début des années 2000 : ADO = militants du RDR = gens du nord = musulmans = Dioulas = étrangers.

## **Crise économique**

---

Le pays a longtemps été un modèle de développement (v.) fondé sur l'économie de plantation. Mais celui-ci était différentiel. L'effondrement du cours des cultures d'exportation (cacao et café) à partir du milieu des années quatre-vingt crée les conditions d'une cristallisation nationaliste de la crise économique. En Côte d'Ivoire, l'opposition entre les savanes du nord et les forêts du sud est recoupée par des contrastes économiques et sociaux anciens : au sud des plantations (café, cacao, hévéa, palmier à huile) s'oppose le nord des cultures annuelles (coton, arachide). Les plantations se sont développées depuis les années vingt par déplacement de travailleurs malinké et gur venus du Mali, de la Haute Volta – actuel Burkina Faso – puis des zones septentrionales et centrales de la Côte d'Ivoire.

Par conséquent, le sud du pays où était concentré 90% de l'outil économique sur 40% du territoire rassemble des **populations allochtones** (*ivoiriens, d'autres régions* en fait, les allochtones peuvent être de la même ethnie, mais d'une autre région, même proche, ce qui compte est qu'ils ne sont pas du coin) et **allogènes** (*non ivoiriens*).

## **Question foncière**

---

Dans cette partie méridionale, les problèmes fonciers sont anciens et ont créé des conflits interethniques et/ou xénophobes (un conflit international oppose les pays ce qui n'est pas le cas) que l'idée d'ivoirité va contribuer à accroître. En **1998, la loi sur le foncier rural** interdit la transmission par héritage de la terre à un "étranger". Une interprétation locale très large de la loi conduit la population autochtone à commettre des exactions à l'encontre des populations allochtones comme des populations allogènes (cf. les exactions (20000 manœuvres chassés en une semaine, 5 morts) contre des Burkinabé à Tabou, frontière avec le Libéria, en 1999, massacres de baoulés dans la zone cacao du sud-ouest (Bloléquin et Guiglo) en septembre 2004 : 100 morts, 21000 expropriations).

Le développement du concept d'ivoirité a donc contribué à victimiser les "ivoiriens de souche", transformant les "étrangers" (allochtones et allogènes) en responsables de problèmes économiques qui touchaient les autochtones depuis la fin des années quatre-vingt.

## **Abidjan**

---

D'autres disparités ou éléments de crise contribuent à alimenter le mécontentement national : la macrocéphalie d'Abidjan, malgré le transfert de la fonction de capitale à Yamoussoukro, et l'importance des pratiques de racket routier dans un pays devenu plaque tournante des échanges et de la circulation dans l'ouest africain.

## **Situation géostratégique**

---

La situation géostratégique d'un poids lourd de l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest) constitue le troisième volet explicatif de la crise ivoirienne. Il est difficile de rendre compte des **luttres d'influence entre la France (et l'Europe) et les Etats-Unis** tant une grande partie de celles-ci est souterraine, relayées et entretenues qu'elles sont par des biais non officiels, qui s'entrecroisent et mêlent leurs réseaux gênant la compréhension.

L'importance considérable du développement des sectes protestantes américaines (manifestée par la présence de l'Ecole Baptiste américaine de Bouaké qui assurait la scolarisation des enfants des missionnaires de toute la "sous-région" continentale), sont au nombre de ceux-ci.

Au début du conflit, ces luttes d'influences se sont incarnées dans les deux figures politiques de la période : **ADO** par ses études supérieures aux Etats-Unis, et son poste au FMI étant

considéré comme l'homme des Etats-Unis, vers lesquels pourtant **Gbagbo** a tenté de se tourner dès décembre 2002.

Note : La position du pouvoir français a été variable voire peu lisible. L. Gbagbo était soutenu du temps de F. Mitterrand et L. Jospin, par toute une aile du PS (G. Labertit) (il était alors dans l'opposition), mais plus du tout par J. Chirac. Le FPI a expliqué le manque d'enthousiasme de la France par le fait que c'était un socialiste qui était arrivé au pouvoir en CI et que J. Chirac lui était donc hostile. Mais par ailleurs il faut également tenir compte de l'importance de la communauté Française à Abidjan. Pour compliquer les choses, Sarkozy est un grand ami d'ADO... L'ensemble est rendu plus complexe encore du fait des jeux d'influences africains, en particulier ceux menés par le Burkina Faso de Blaise Compaore et par la Libye de Kadhafi.

Laurent Gbagbo arrive au pouvoir en 2000, porté par la rue autant que par les urnes, le peuple arrachant au putschiste de 1999, Robert Gueï, le respect du résultat du scrutin (manifestations et émeutes du 24 au 27 novembre 2000). Mais en distillant la peur et la haine de l'Autre, l'idée d'ivoirité est une véritable bombe à retardement. Elle éclate le 19 septembre 2002.

Les modifications

- de la loi électorale (article 35 : qui réduit le droit de candidature à la présidence aux seuls ivoiriens nés de père et de mère ivoiriens de souche),
- du code de la nationalité (qui règle les conditions de transmission de la nationalité ivoirienne) et
- de la loi sur le foncier rural (qui règle les conditions d'obtention et de transmission des terres)

sont les **trois revendications initiales des rebelles**.

### La raison des acteurs en présence

#### Les acteurs

Deux ans plus tard, l'interrogation portant sur les acteurs de cette déstabilisation demeure sans réponse. Les hypothèses les plus diverses ont été avancées. Il semble qu'on se trouve en présence d'un **faisceau d'éléments** qui, à un certain moment, ont convergé. Une seule certitude : l'extraordinaire coordination des forces en présence, l'extrême préparation du "coup", l'importance financière et matérielle des moyens mis en œuvre.

- Les autorités ivoiriennes ont mis en avant les raisons "extérieures" de préférence à la "bombe identitaire" afin d'une part, d'éviter la question de leur propre responsabilité dans la crise et d'autre part, de pouvoir faire jouer les accords de défense signés avec la France.
- Certains analystes accusent pourtant cette dernière d'avoir voulu affaiblir un chef d'Etat de son "pré carré" qui lui échappait et remettait en cause les grands contrats de sociétés françaises en Côte d'Ivoire.
- Pour d'autres, ADO aurait voulu prendre par la force le pouvoir qu'il n'a pu briguer par les urnes et offrir aux Etats-Unis, qui le soutenaient, l'accès aux contrats qui échappaient à la France.
- D'autres mettent en avant une manne pétrolière restant à exploiter dans les deltas aurait aiguisé les appétits étasuniens.

- Une analyse économique assez fine et tout à fait vraisemblable (d'autant que, bien qu'anonyme (« laurent »), manifestement proposée par Guy André Kieffer, le journaliste franco canadien, spécialiste du cacao et mystérieusement disparu au printemps 2004), souligne le rôle probable des réseaux du cacao qui auraient cherché, dans une conjoncture globale de baisse des cours, à créer les conditions de l'évacuation d'un surplus de stocks à bon prix. Une crise en Côte d'Ivoire, pays qui compte pour 40% de la production mondiale de cacao, était effectivement un moyen de faire remonter les cours en jouant sur la crainte d'une baisse de l'offre.
- Enfin, pour d'autres encore, proches du pouvoir, le Burkina Faso aurait cherché à "annexer" le voisin, ce qui les conduit à dénoncer un "complot international contre la Côte d'Ivoire". Le fait est que les pogroms anti-Burkinabè, de plus en plus fréquents et importants (Tabou 1999 fut le plus marquant) pouvaient mettre dans l'embarras des autorités incapables de pouvoir assurer à leurs ressortissants trop nombreux une réinsertion au pays. Il était impératif pour le gouvernement burkinabè que ces exactions cessent.

Cependant, toutes ces "forces extérieures" ont pu jouer ensemble, **opérant dans le même sens mais pour des raisons différentes**, et être récupérées par une "tête pensante" à défaut d'être véritablement coordonnées.

### **La date**

---

L'explication de la **date du coup** pose moins de problèmes que les raisons. L'importance des moyens matériels mis en œuvre implique une source de financement considérable. Sans préjuger qu'il ait suffi, on s'accorde à penser qu'il provient du casse historique de la BCEAO (Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest) d'Abidjan qui a eu lieu fin août 2002). L'interpellation au Burkina Faso et l'extradition vers la Côte d'Ivoire d'un des braqueurs, le 18 septembre 2002, a manifestement précipité des événements qui étaient planifiés pour une date ultérieure.

### **Les armées et les accords avec la France**

---

#### **Les FANCI**

L'extrême déconfiture de l'armée ivoirienne, mise en place tardivement par Houphouët-Boigny, qui la considérait comme une source d'instabilité politique, et plus entraînée à racketter les populations qu'à se battre, explique largement les raisons pour lesquelles le coup d'Etat a failli réussir. Elle permet de comprendre aussi que Laurent Gbagbo ait fait appel à des mercenaires originaires d'Angola, d'Afrique du Sud, d'Ukraine, dès le cessez-le-feu.

L'accord de défense signé à l'indépendance entre la Côte d'Ivoire et la France prévoyait que cette dernière **assurait la protection du pays en cas d'attaque extérieure**. Ceci explique à la fois la faible motivation des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire) et la présence militaire française sur le terrain, bien avant la crise.

#### **Les rebelles**

L'armée des rebelles, quant à elle, est composée de forces disparates galvanisées par le recours à des pratiques magiques et bénéficiant d'équipements ultramodernes. On y trouve aussi bien des membres de l'armée régulière, que des civils enrôlés et, surtout, fer de lance de la rébellion, les chasseurs **Dozo**. Protégés par des pratiques magiques unanimement respectées, on leur attribue des pouvoirs anti-balles, le pouvoir de disparaître de la vue des adversaires ou de les paralyser d'un mot. Ces pouvoirs magiques ont joué un rôle important

dans la puissance de cette armée dans la mesure où, grâce à eux, les Dozo terrorisaient leurs ennemis.

Il ne faut pas négliger ces pouvoirs : lors du premier conseil des ministres avec les ministres issus de la rébellion, il eut un scandale parce que les forces de sécurité avaient procédé à la fouille de ces ministres pour leur retirer leurs gri-gri. Ce qui signifie certes que les ministres les portaient, mais aussi que la présidence les craignait suffisamment pour les faire retirer...

Cependant, à côté de l'usage de ces forces magiques, on trouvait celui des armes les plus perfectionnées, des moyens de communication satellite dernier cri (Thuraya).

Une partie venait du pillage de l'arsenal de Bouaké, une autre avait été importée en prévision du coup de force, la circulation transfrontalière des armes étant facilitée par le développement du racket et de la corruption de fonctionnaires.

Cette rébellion est traversée depuis l'été 2003 par des luttes intestines (IB : Ibrahim Coulibaly, basé à Paris, et qui après s'être fait supplier pour rallier la rébellion, revendique sa paternité, contre Soro Guillaume, basé à Bouaké), ce qui rend les négociations encore plus difficiles, compte tenu des rivalités au sein des interlocuteurs.

<p style="text-align: center;"><b>Une situation qui s'enlise durablement sur le terrain et devient une affaire de communication</b></p>
---

### **Le territoire nord : capitale Bouaké**

C'est l'armée française qui a arrêté la descente des rebelles sur Abidjan, figeant la ligne de front au niveau de Tiébissou et faisant de Bouaké, la capitale de la rébellion. Située stratégiquement sur la « route du nord » (Korhogo-Abidjan), Bouaké était dotée en conséquence du plus important arsenal du pays (cette route venait du Burkina voisin, soupçonné de velléités bellicistes) que les rebelles se devaient de neutraliser.

En décembre 2002, la ligne de front est convertie en une ligne de cessez le feu. Pour autant la paix n'est pas en vue, tant la situation est complexe. Les grandes puissances comme les pays voisins ont des **positions très hésitantes** déterminées autant par leurs intérêts que par la structure polymorphe de la crise.

### **La présence française**

Dans ce pays où résidaient (en 2002) 20 000 français, dont la moitié de franco-ivoiriens (c'est un facteur important d'explication de la position inconfortable de la France), la France a d'abord occupé le terrain militaire uniquement (évacuation des 2000 occidentaux de Bouaké, puis force d'interposition en attendant le relais des forces africaines venues en renfort en mars 2003).

Près de 4000 soldats français restent stationnés en 2004, avec mandat de l'ONU. (Ils n'ont pas été remplacés par la MINUCI, force d'interposition africaine, mais ces derniers se sont ajoutés)

### **Marcoussis - Kléber**

En janvier 2003, le gouvernement français avait rassemblé les représentants des belligérants ainsi que des différents partis politiques ivoiriens à Marcoussis (France). Les accords qui y ont été signés prévoyaient et la modification des lois contestées (voir *supra*) et le désarmement de toutes les forces (rebelles comme armée régulière). Approuvés par un

collège de chefs d'Etats africains, mais conspués lors de violentes manifestations anti-françaises à Abidjan et interprétés de manière restrictive par Gbagbo, ces accords ne seront de fait jamais appliqués. (Ni par les autorités ivoiriennes. Ni par les rebelles)

## **France & USA**

---

Le fait est que la France que la France a évacué les occidentaux de Bouaké extrêmement rapidement... (25-26 septembre) parce qu'il ne fallait pas laisser les forces américaines venir chercher elles-mêmes, comme elles s'apprêtaient à le faire, les enfants de l'école Baptiste de Bouaké. Cette ingérence dans le « pré-carré » était intolérable.

Les forces françaises n'intervenant pas en sa faveur, le président Laurent Gbagbo relayé par ses "jeunes patriotes" réclament alors l'appui des Etats-Unis en faisant jouer la rivalité entre la France (dont on brûle le drapeau) et les Etats-Unis (dont on brandit le drapeau).

Les jeux d'influence sont complexes : les grands prédicateurs qui soutiennent le président Gbagbo sont étasuniens, mais ADO, accusé d'être la tête pensante, et en tout état de cause soutien de fait des rebelles, est un "fils des USA". Il est aussi un ami proche de N. Sarkozy. Et Laurent Gbagbo a fait toutes ses études en France où il a gardé de nombreux appuis. Au demeurant, en cet hiver 2002-2003, les Etats-Unis préparent la guerre contre l'Irak ce qui ne constitue pas une situation propice à leur intervention dans un pays africain.

## **Les pays voisins au secours de la Côte d'Ivoire ?**

---

Les présidents des pays de la "sous-région", appelés eux aussi à la rescousse, montrent peu d'empressement à aider le gouvernement d'un pays qui maltraite leurs ressortissants, particulièrement touchés par les pogroms et le racket.

Des intérêts plus personnels peuvent alimenter cet immobilisme.

- Le conflit ivoirien permet, par exemple, au président du **Burkina Faso** de se poser en défenseur de son peuple opprimé, à un moment opportun caractérisé par la montée des oppositions intérieures (affaire Norbert Zongo, journaliste assassiné, brûlé, et qui provoque l'émergence d'une coordination contre l'impunité). Profitant d'une véritable union sacrée il n'a aucun intérêt à voir l'attention nationale se détourner de Côte d'Ivoire pour se reporter sur les affaires intérieures.
- Au **Togo**, le président Eyadéma a pu faire passer discrètement une réforme de la constitution qui lui permet d'être candidat une fois encore à sa succession.
- John Kuofor (**Ghana**), tout juste élu et mal connu se ménage une notoriété internationale

Les gouvernements des pays voisins sont réticents à intervenir militairement comme l'a prouvé l'extrême lenteur d'installation de la force d'interposition de la CEDEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest) composée de troupes ghanéennes, sénégalaises, nigérianes, béninoises et togolaises, qui devait relayer la France en octobre 2002 et dont les premiers éléments ne sont arrivés qu'en mars 2003.

On ne compte plus, cependant, les réunions, séminaires et autres forums réunissant des chefs d'Etats africains au chevet de la Côte d'Ivoire en crise. Les plus importants furent ceux d'**Accra (Ghana)**.

**Accra III**, le dernier d'entre eux, qui a réuni en **août 2004 17 chefs d'Etat africains** ainsi que le président de la CDEAO et le président de la commission union africaine, mais aucun occidental. Il se voulait apparaître comme l'anti-Marcoussis (qui était fatalement impérialiste), mais de fait, cette réunion reprend au fond les mêmes recommandations que les accords de Marcoussis... Les manifestations anti-françaises, étaient la traduction du

sentiment que la France avait dicté ce qu'il fallait faire, (les accords ayant été conclus là bas), mais en Afrique, ils ont abouti aux mêmes résultats.

### **Une guerre des communications**

---

Dans ce contexte, la guerre devient une guerre des communications, sauf dans l'ouest du pays où le conflit prend un autre visage.

- Par le truchement d'**Internet**, des télécopies et des téléphones portables, une autre forme de combat prend naissance, celle de la manipulation des idées et surtout des informations. Les rumeurs les plus folles, les "confessions" les plus aberrantes circulent.
- Les "**mouvements spontanés**" sont en fait parfaitement orchestrés et coordonnés à distance.
- Importance fondamentale du **rôle de la presse**. Tant pour « fabriquer » de l'info / intox que pour appeler les uns ou les autres dans la rue, ou contre les populations étrangères (allogènes) qui elles ne sont jamais comptabilisées dans la « communauté internationale » des déclarations et autres résolutions : ceux-là sont toujours des Blancs...

Progressivement la guerre s'est transposée sur Internet : les sites créés par les différentes forces en présence sont parasités, détournés, anéantis, abandonnés et recréés. Ce média devient aussi le lieu d'expression des dissensions entre les différentes factions rebelles.

<b>Une recomposition spatiale de fait</b>
---

### **Un pays coupé en deux**

---

Le pays se trouve durablement coupé en deux. La circulation a repris, mais inégalement entre les deux zones, et a longtemps été interdite avec les pays voisins. Elle a été interdite mais pas inexistante, tant la fermeture des frontières a été diversement respectée par le secteur informel qui trouvait toujours des moyens de contournement. La crise a toutefois entériné la coupure nord / sud, accentuée par l'interruption du trafic ferroviaire entre Ouagadougou (Burkina Faso) et Abidjan.

Au moment de la coupure radicale entre les deux zones, pour survivre, le nord se tourne vers le Burkina Faso, le Mali, la Guinée, le sud vers le Ghana.

Si le sud est de plus en plus touché par l'inertie économique (la violence des mouvements de « patriotes » a conduit nombre d'entreprises à fermer, tant à cause des pillages subits, que de l'insécurité pour le personnel), le nord survit tout juste économiquement malgré la reprise de la circulation entre les zones.

Fin 2002, dans la zone nord, il n'y avait plus d'activité, toutes les entreprises avaient fermé, y compris celles des commerçants libanais (qui résistent pourtant aux plus fortes tourmentes). Une partie des PME s'est réinstallée dans des pays voisins (Guinée, Bénin, Sénégal, Togo dans une moindre mesure). On compte environ un million de réfugiés de guerre essentiellement installés chez des "parents" à Abidjan, ce qui n'est pas sans poser de problème, et à ces derniers, et à la ville.

### **Une recomposition sous-régionale**

---

Par ailleurs, la crise entraîne une recomposition "sous-régionale".

Les rebelles comme le gouvernement ivoirien continuent d'espérer l'intervention des pays africains pour faire cesser la crise. L'argumentation couramment avancée se décline en trois points :

- 1/ "si la Côte d'Ivoire brûle, c'est toute la 'sous-région' qui brûle" ;
- 2/ la crise a des conséquences dramatiques pour le Mali, Burkina, Niger qui sont enclavés et ont besoin de la Côte d'Ivoire ; et enfin,
- 3/ "la Côte d'Ivoire, c'est 40 % des richesses de l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine)".

1/ Envisager une **diffusion du conflit** est discutable, tant les causes internes sont importantes et non exportables. Si les pays voisins connaissent des troubles leurs problèmes internes suffisent à les expliquer. Certes, les mouvements rebelles ne s'arrêtent pas aux frontières, mais la crise ivoirienne ne peut en aucun cas être considérée comme une "contamination" du Libéria, même si dans l'ouest, ponctuellement, on a pu noter une "confusion des combattants", elle est bel et bien interne. Comme il y a eu des libériens dans les combats, en particulier à l'ouest, certains ont parlé de « contamination » du Libéria, comme si la crise libérienne se transmettait au voisin. Je pense (et je ne suis pas seule) que c'est faux. Il y a eu ponctuellement des « descentes » de Libériens de l'autre côté de la frontière, peut-être des mercenaires libériens dans les rangs rebelles, mais ce n'est pas la crise du Libéria qui s'étend en CI, même à l'ouest. Les craintes actuelles concernent plutôt un conflit ouvert avec le Burkina (cf discours du Président Gbagbo le 7 novembre et mouvements de troupes au Burkina, d'après le journal « Sanfinna »). Mais ce n'est pas de la « contamination »<sup>1</sup>.

Cette crainte du feu généralisé est une fausse crainte, un **faux espoir** aussi car ce n'est pas cela qui peut motiver une médiation énergétique.

2/ La crise est effectivement une **catastrophe économique pour les pays enclavés**. Mais elle a cependant des "effets retour" intéressants. Ces pays étaient absolument dépendants de l'axe Korhogo-Abidjan (carte). Les acteurs économiques de ces pays avaient déjà commencé à diversifier leurs circuits d'échanges compte tenu des problèmes de racket (Un article de Fraternité matin, un an plus tôt, l'évoquait : 300 000 FCFA (450 euros) de frais de route entre la frontière et Abidjan pour un camion. Par exemple, Oumarou Kanazoé, le milliardaire Burkinabè, symbole du « self made buiseness man », (transports, travaux publics entre autres) avait déjà reconverti ses importations sur le port de Téma (Ghana).

La crise se traduit pour eux par une augmentation du prix des produits importés et par la difficulté à écouler leurs productions (coton surtout). Elle les a obligés à revoir leurs réseaux, à **rompre avec les anciens schémas des axes de communication**. L'augmentation consécutive du trafic des ports de Téma (Ghana), Lagos (Nigeria), Lomé (Togo), Cotonou (Bénin), Dakar (Sénégal), Conakry (Guinée) et même Nouakchott (Mauritanie), traduit ces reconversions.

Certes les coûts sont plus élevés, les infrastructures insuffisantes car non adaptées à une telle augmentation du trafic. Mais ces pays ont compris **qu'on pouvait échapper à la centralité Abidjanaise**. Le Ghana a prévu en 2004 une amélioration de ses infrastructures portuaires, le Sénégal a décidé une réhabilitation de l'axe ferroviaire particulièrement vétuste Dakar-Bamako (Mali), enfin, il ne manque que 100 km de goudron au nord de la Guinée pour que le

---

<sup>1</sup> Des observateurs du conflit libérien soulignent que la fin du conflit a été largement facilitée par la crise ivoirienne, cette dernière fournissant aux « chiens de guerre » une autre source de subsistance. Il leur était alors profitable de toucher les primes de désarmement au Libéria avant d'aller en Côte d'Ivoire continuer leur « activité ». C'est alors la Crise ivoirienne qui aide la paix au Libéria.

Mali soit relié dans de parfaites conditions à Conakry. Plus généralement, en se tournant grâce à l'**usage de langues locales communes** (dioula, haoussa, yoruba) vers des pays anglophones (Ghana, Nigeria), les transporteurs reconstruisent leur espace d'activité en dehors des schémas spatiaux hérités de la colonisation. Cet aspect linguistique est fondamental : ***on a appris à se tourner vers les langues africaines, et non vers les langues des puissances coloniales***. C'est une véritable indépendance, même si elle est toute relative. Tout cela n'a été possible que grâce à l'efficacité du secteur informel car un secteur plus structuré n'aurait pu se permettre cette pirouette.

3/ Enfin, **la Côte d'Ivoire détient 40% des richesses de l'UMOA**, mais la "richesse" d'un Etat s'appuie sur l'activité des entreprises, sur la productivité des plantations. Or les plantations sont vieillissantes, la population active immigrée a été chassée (ivoirité, pogroms...), tandis que, depuis 2002, une part importante de la production s'évapore à travers des frontières perméables vers les pays voisins pour y être vendue puis exportée au titre de ces pays.

C'est ainsi que le Ghana a considérablement augmenté sa "production" cacaoyère en 2003, sans que cela semble correspondre à une augmentation des superficies cultivées ou de la productivité.

Mieux, le Burkina Faso (situé écologiquement en dehors de la zone possible de production du cacao) a réussi en 2004 la magie d'exporter officiellement 22 000 tonnes de fèves de cacao via les ports de Tema et Lomé.

Nombre d'entreprises se sont délocalisées dans les pays voisins qui ne voient certainement pas d'un mauvais œil que s'opère une autre répartition des "40% de la richesse de l'UMOA".

4/ Enfin, à l'intérieur même du pays, nombreux sont ceux qui, de part et d'autre, profitent d'une économie de guerre florissante.

### **La reprise du conflit en novembre 2004**

La reprise du conflit le 4 novembre 2004 n'est pas vraiment une surprise. Depuis quelques semaines, le ton montait (mais les menaces « en l'air » étaient courantes depuis 2 ans). En revanche, dès le 1<sup>er</sup> novembre, il était fait mention de mouvements de troupes dans les dépêches AFP, Reuters, AP, et les sites de la rébellion.

Gbagbo a toujours montré sa volonté de refuser une solution par le dialogue. (« oui » devant, « résistance passive » ensuite). La situation était bloquée, les réformes non votées, et les rebelles refusant en conséquence de désarmer (désarmement prévu le 15 octobre par Accra III avec le vote des réformes).

La situation pouvait durer encore. Comme elle dure depuis 2 ans.

**Quelques éléments permettent d'envisager « pourquoi » la guerre fut déclenchée le 4 novembre.**

- Le 31 octobre, il a été fait (JA l'intelligent, rapporté par l'Inter, quotidien ivoirien, le 3 novembre) un compte-rendu du **rapport de l'ONU concernant les massacres et atteintes aux droits de l'homme**, de tous les côtés, depuis le 19 septembre. Or, dans la présentation préliminaire (avant l'accord des différents protagonistes), il est précisé

*Mais là où le rapport devient plus qu'accablant, c'est au niveau des révélations " explosives " concernant les morts tragiques en cette journée du jeudi 19 septembre 2002 du général de brigade Robert Gueï et du ministre d'Etat Emile Boga Doudou. Concernant l'assassinat du " père " du coup d'Etat militaire du 24 décembre 1999 et patron de la transition militaro-civile de 2000, le rapport précise qu'il a été bel et bien assassiné par des " militaires loyalistes " des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI). A partir de divers témoignages, ces militaires qui ont assassiné le général Gueï ont été même " identifiés " par les enquêteurs. Cette identification permettra de mettre au grand jour leurs identités, **de connaître la chaîne de commandement à laquelle ils obéissaient**, et surtout de **savoir qui leur a donné l'ordre de liquider l'ancien Chef de l'Etat et pourquoi**.*

Le président Gbagbo risquait de se trouver en difficulté. Un dérivatif était nécessaire.

- Le 18 octobre, dans une conférence de presse, **Affi Nguessan** (le Président du FPI, le parti de Gbagbo) avait appelé à marcher sur Bouaké le 12 novembre. Or Affi Nguessan est souvent apparu en rivalité avec Gbagbo. Le nouveau Réveil, journal du PDCI, titrait le 2 novembre « *Déclarations de guerre du FPI : Affi N'Guessan veut renverser Laurent Gbagbo* ». Il n'est pas impossible que Gbagbo ait voulu couper l'herbe sous le pied d'Affi Nguessan.
- Les **forces armées, FANCI et FAFN**, avaient ces derniers temps, réussi à arriver à un certain accord, harmonie (ils se connaissent, ont fait leur formation ensemble). Ils semblaient, depuis quelques semaines, qu'on risquait de se diriger vers une solution « militaire pacifique », les militaires trouvant les politiques trop belliqueux (le paradoxe n'est pas ivoirien !). Je n'ai pas eu le temps de retravailler tous ces articles et déclarations, mais je me demande si la crainte d'un « coup d'état d'union militaire » n'était pas aussi présente. Il est caractéristique que la seule marque d'apaisement vrai, le 8 novembre au soir, est venu des diverses forces militaires (élaboration de patrouilles mixtes ONU-Licorne-Fanci).
- J'ai déjà évoqué la question de la **filière cacao** : or cette filière était depuis un mois dans une crise grave. La grève générale des producteurs était programmée pour le 5 novembre. C'est d'autant plus important que le cacao finance en partie l'armement et l'effort de guerre. C'est d'ailleurs la gestion de ce « trésor » qui a conduit à la crise actuelle. Des questions financières obscures sont de toute évidence à l'origine de la crise de la filière (plusieurs tonnes de cacao brûlées dans l'est en octobre par des producteurs en colère). Les prix du cacao se sont d'ailleurs envolés lundi 8 novembre 2004.

Discours de Gbagbo du 7 novembre 2004 : quand on sait entendre

- réaffirme sa volonté de solution armée
- affirme la volonté de neutraliser le Burkina (chef d'œuvre de rhétorique :  
« *Derrière l'escalade verbale des rebelles et leur refus de désarmer, se cache en réalité un péril qui menace l'ensemble des Etats de la sous région, de la Côte d'Ivoire à la Mauritanie.*

*Les combattants de Charles Taylor se regroupent régulièrement entre la Côte d'Ivoire, la Guinée et sur le sol libérien. Certains viennent prêter main-forte à la rébellion ivoirienne. Nous avons affaire aux désœuvrés de la guerre civile du Liberia et de Sierra Leone. C'est cette main d'œuvre armée qui alimente toutes les guerres civiles en Afrique de l'Ouest. Ils se sont signalés en Côte d'Ivoire dès le coup d'Etat de 1999. Ils étaient là en 2000 et en 2002. Ils ne sont pas étrangers aux récentes attaques perpétrées contre la Mauritanie.*

*Tant qu'il n'y aura pas un **plan global pour mettre ces combattants hors d'état de nuire**, il n'y*

**aura pas de paix durable dans aucun de nos Etats. C'est contre cette menace que nous luttons en Côte d'Ivoire. »**

Remarque : la Mauritanie a accusé le Burkina, en octobre 2004, d'avoir tenté de la déstabiliser. Taylor, rebelle du Libéria, est un grand ami de Blaise Compaore, le président du Burkina.

Lundi 8 novembre, certains journaux du Burkina s'inquiétaient de voir les troupes faire mouvement vers la frontière et se demandaient s'ils s'étaient arrêtés à la frontière.

Pendant ce temps, les rebelles annoncent descendre de Korhogo pour défendre Bouaké. Il n'y a plus trace sur les sites des rivalités internes.

## LES EVENEMENTS DE JANVIER 2006

### Circonstances :

La Côte d'Ivoire fait du « sur-place » depuis septembre 2002...

- le 30 octobre 2005, les élections n'ont pas eu lieu. Le 20 octobre, l'ONU suivant sa résolution 1633, décide de prolonger le mandat du président Gbagbo pour 12 mois, (« reste chef de l'Etat ») mais en déléguant une grande partie des pouvoirs exécutifs à un premier ministre « acceptable par tous » ( !?! ) qu'il reste à trouver. Le tout est sous la surveillance du « GTI » (Groupe de Travail International), composé de membres de l'UA, CEDEAO, ONU, UE, France.
- Après moult tergiversations, Charles Konan Banny, gouverneur de la BCEAO (Banque Centrale de Etats d'Afrique de l'Ouest) est enfin accepté / désigné comme premier ministre le 4 décembre 2005.
- Il forme son gouvernement le 28 décembre après de longues tractations portant essentiellement sur les partages de postes, leur nombre et la compétence (les partis préférant les cadres, CKB souhaitant des techniciens). Au-delà des enjeux politiques, l'enjeu est économique : les ivoiriens parlent de « ministère juteux » terme qui résume le véritable pb ! (voir la lettre ouverte « un cadre du FPI assomme Gbagbo » )
- Fait majeur : le ministère des finances, grande source de revenus, revient à la primature, échappant ainsi au FPI qui se trouve coupé d'une grande partie de ses approvisionnements...
- Autre enjeu : l'Assemblée nationale. C'est un outil de blocage des réformes pour Gbagbo, comme elle l'a montré depuis 3 ans, mais c'est aussi une manne financière. Les primes des députés sont d'un montant non négligeable, surtout dans une CI affaiblie, où nombreux sont ceux qui ont perdu leur emploi ou vu baisser leurs revenus à la suite des événements de novembre 2004. Le FPI y est largement majoritaire. C'est un moyen de reverser les prébendes aux militants (voir tjs « un cadre du FPI assomme Gbagbo »).

### Le facteur déclanchant :

- la position du « GTI » Groupe de Travail International qui prend note du fait que le mandat des députés a pris fin le 16 décembre 2005.

Remarques :

Au demeurant, cela ne fait que reprendre les termes de la résolution 1633.

Par ailleurs, les députés se sont illustrés dans la revendication non pas de leur fonction, mais de leur statut : ils veulent bien ne plus avoir de pvr législatif, mais tiennent à continuer être député... autrement dit, toucher les primes. Les ivoiriens ne sont pas dupes d'où la faible mobilisation (3000 « patriotes » ont neutralisé le pays). Cette partie des négociations a été redoutable pour l'image de marque des députés vis-à-vis de la population.

### Conséquences

- Discrédit total des nations unies qui une fois de plus brandissent des menaces qu'ils n'appliquent jamais.
- Surtout discredit total de l'ONUCI (Casques Bleus) qui ont été attaqués et ont du leur salut : à l'ouest (Douékoué et Guiglo) aux Forces armées ivoiriennes qui les ont accompagnées jusqu'à Man (en zone rebelle !) pour qu'ils soient en sécurité sous la protection des Force Nouvelles (armée rebelle) : je ne plaisante pas, c'est vrai ! (voir articles de journaux joints). A Abidjan, ce sont les soldats français de la Force Licorne qui ont du intervenir par hélicoptère pour les « exfiltrer » de leur quartier général où ils étaient assiégés.... Discredit d'autant plus fort que les casques bleus étaient déjà dénoncés comme « touristes » avant cette crise (se promènent en 4X4, dans les lieux chics, tourisme sexuel le tout d'autant plus mal vécu que la population est épuisée financièrement et a le sentiment qu'ils profitent de la crise).
- Les conséquences sont importantes : Les casques bleus devaient assurer la sécurité des ministres du « G7 » (groupe des 7 partis d'opposition). les Forces Nouvelles refusent de faire confiance à des soldats incapables d'assurer leur propre sécurité ! Elles demandent donc le retour de leurs ministres dans la zone nord sous leur contrôle ou la possibilité d'assurer elles-mêmes leur sécurité, ce qui supposerait laisser entrer des ex-rebelles armés dans Abidjan !
- Les « Forces Nouvelles » trouvent dans ces événements, une excellente argumentation pour ne pas désarmer. C'est d'ailleurs ce qui est affiché à partir du 21 janvier sur leur site : « Désarmement unilatéral des Forces Nouvelles ? FPI quitte dans ça ! »). L'incapacité de l'ONUCI à assurer sa fonction ajoutée au soutien ouvert des forces de sécurité ivoiriennes aux patriotes n'est en effet pas fait pour les rassurer.
- Cependant la communauté internationale a réaffirmé son soutien à Konan Banny dont le pouvoir peut paraître renforcé de ce fait.
- La « galaxie patriotique » a montré qu'elle mobilisait peu de monde (en gros, 3000 patriotes –contre plusieurs centaines de milliers en novembre 2004- ce faible effectif a cependant réussi à mettre en déroute les 6000 casques bleus de l'ONU...).
- Manifestement il y a des fissures au sein de la galaxie patriotique, en particulier entre les partisans de Blé Goudé et ceux d'Eugène Djué qui ont déjà protesté contre le fait qu'ils étaient moins bien considérés (entendez : payés...) que ceux de Blé Goudé. Ce

sont ceux là qui ont tardé à « libérer la rue » le 19 janvier. Il ne faut pas oublier que les « barrages » étaient aussi des opportunités de racket....

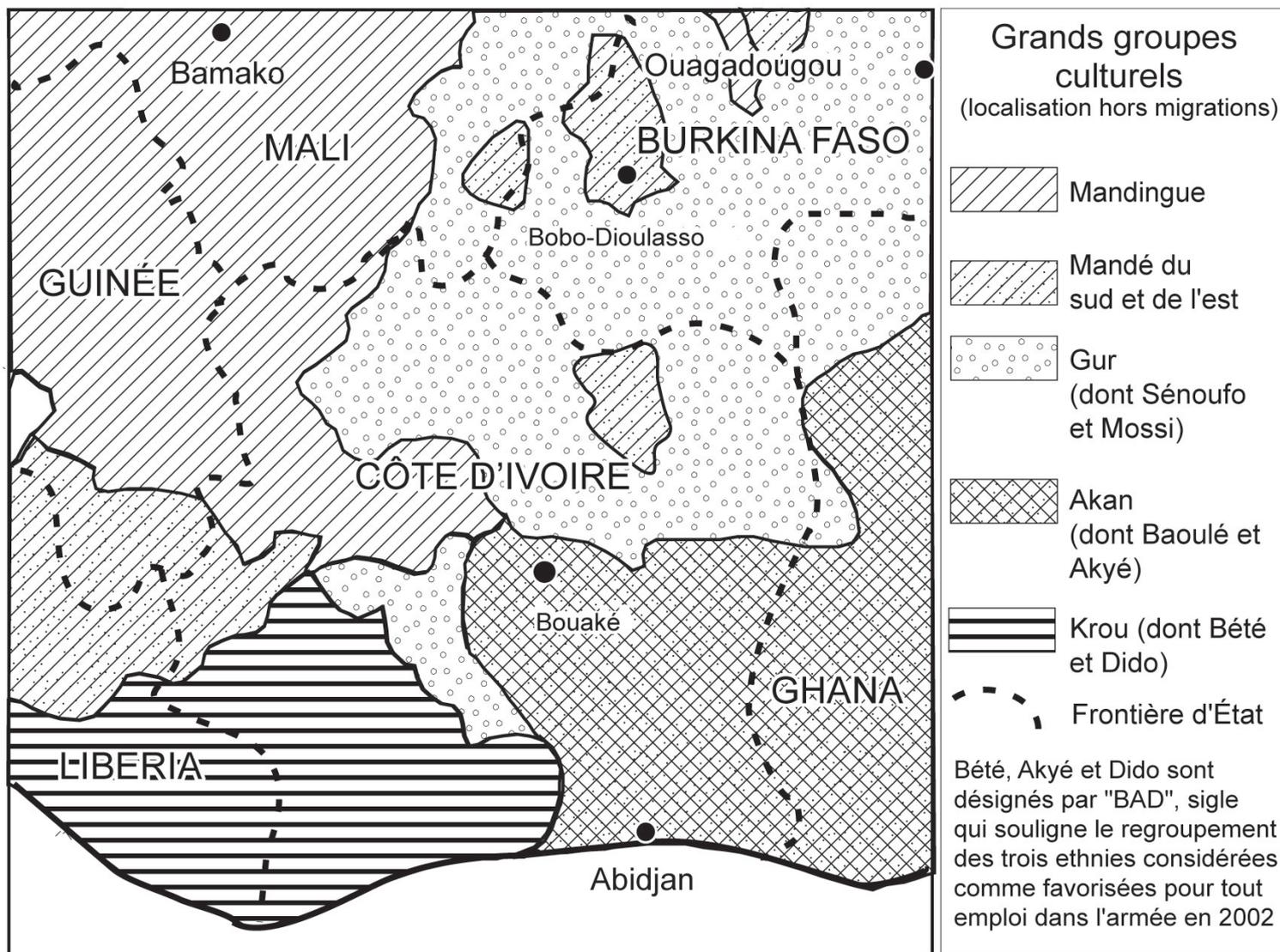
- Les troubles ne pouvaient durer trop longtemps : les forces armées qui prélèvent aussi leur prébende sur la population ne pouvaient pas laisser trop longtemps les civils « patriotes » les remplacer aux barrages qui leur font concurrence (voir l'article « *les forces de l'ordre de retour pour racketter* »).

Le facteur financier est essentiel pour comprendre les tensions à l'intérieur des groupes. En particulier au sein même de l'armée ou de la galaxie patriotique. C'est donc un élément important pour décrypter la crise. Jouer sur les fissures de l'autre est en effet aussi une composante de la lutte entre « G7 » (rassemblement des Houphouétistes, opposition) et FPI de Laurent Gbagbo. Couper le FPI de ses ressources, par le biais de la redistribution des ministères était un des éléments de la stratégie permettant de l'obliger à négocier pour aller vers la paix.

Mon intime conviction est qu'il y en a encore pour un moment, à moins que l'ONU ne décide d'appliquer des sanctions (blocage de comptes, interdiction de voyager) auxquelles plus personne ne croit.

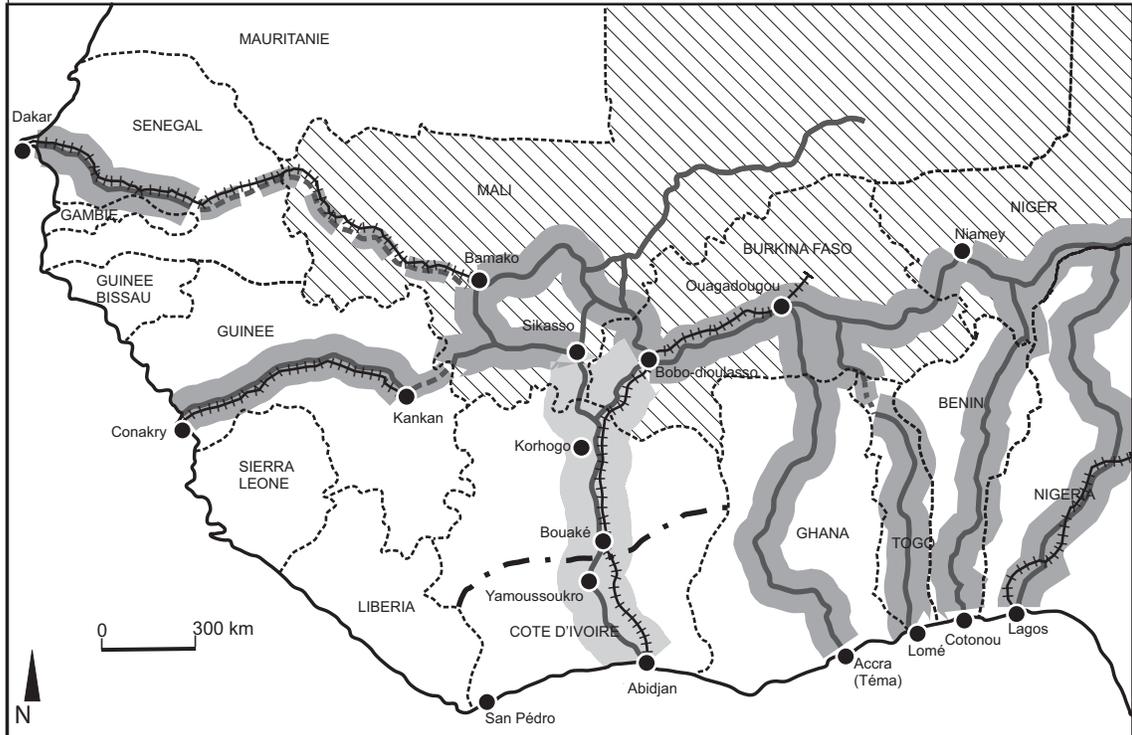
Tous ceux qui ont le pouvoir de faire évoluer la situation vers la paix, ont intérêt à ce que cette crise continue car non seulement la crise est lucrative mais elle est aussi valorisante. Et ce, aussi bien du côté du pouvoir en place, de celui de l'opposition, de celui de la rébellion, que de celui des autorités des pays voisins et même des multiples médiateurs qui se relayent pour lui trouver une solution...

# LA CÔTE D'IVOIRE AU CARREFOUR DES CULTURES



0 160 km

# LA CRISE IVOIRIENNE : LA FIN D'UNE HÉGÉMONIE OUEST-AFRICAINE ? RÉORGANISATION DES AXES DE CIRCULATION



-  Voie ferrée
-  Route
-  Portion non goudronnée
-  Frontière
-  Ligne de cessez-le-feu
-  Pays enclavés

 Axe majeur jusqu'au 19 septembre 2002

 Axe émergent / avec revêtement de la route programmé ou en cours

Conception et réalisation Y. Déverin 2004